

Traitres à la France, Communistes assassins ». A Rennes, l'Oriflamme revendique la « rénovation de façade » du local du Parti Communiste Français

écrit par Monique B | 17 octobre 2023





« À Rennes, un local du Parti communiste vandalisé par un groupe d'ultradroite » [peut lire le 15 octobre 2023](#) le lecteur d'Ouest-France, s'imaginant sans doute des dégradations, vitres cassées, et les violences inhérentes à une vandalisation. En réalité, il s'agit d'une action d'Agit-Prop, celles là même que des journalistes du même média relaient plus « sympathiquement » [lorsqu'elles émanent d'organisations de gauche ou](#) d'extrême gauche.

Une action revendiquée par l'Oriflamme, qui se définit comme un « Mouvement communautaire rennais ». Une action ayant consisté, à coller des affiches sur lesquelles on peut lire « Traîtres à la France, communistes assassins », sur le portail du PCF local, dont les locaux sont situés rue Louis Hémon. De la peinture a également été jeté sur ce portail, et de la rubalise a été apposée, en réaction, selon les dires du mouvement identitaire, à la politique de collaboration du PCF vis à vis de l'immigration.

Aujourd'hui le PCF soutient les assassins islamistes comme

autrefois il défendait les terroristes algériens du FLN.

□□ L'entrée du local du [#PCF](#) rennais, situé rue Louis Hémon, a été fermé symboliquement car après l'attaque d'[#Arras](#), il est devenu une véritable scène de crime. □□ pic.twitter.com/MgjSExut3l

– L'Oriflamme Rennes (@oriflamme_rzh) [October 15, 2023](#)

Pas de quoi casser trois pattes à un canard, mais pour les élus rennais, comme pour la police, à qui le parquet aurait ordonné de mener l'enquête, c'est quasiment un attentat. Il y aurait en effet eu des relevés d'empreintes sur place par la Police Scientifique, mais aussi un communiqué de la maire de Rennes, Nathalie Appéré, pour qui «*Ces intimidations sont inacceptables.*»



Nathalie Appéré

@nathalieappere · [Suivre](#)



Tout mon soutien à nos amis rennais du Parti communiste dont les locaux ont été pris pour cible par un groupe d'extrême droite. Ces intimidations sont inacceptables.

9:49 PM · 15 oct. 2023



154



Répondre



Partager

Ces sur-réactions pourraient prêter à sourire si dans le même temps, l'actualité tragique de ces derniers jours n'avait pas révélé les failles de l'Etat, et notamment de la Préfecture d'Ille et Vilaine, [qui a maintenu la famille Ingouche dont un des fils est l'auteur présumé de l'assassinat](#) d'Arras de Vendredi. Des autorités qui se réfugient derrière la loi pour justifier ce maintien en France, qui aura conduit, presque dix ans plus tard, à ce meurtre, sachant que la famille Mogouchkov n'est pas une famille de saints : Le père de la fratrie a été

expulsé, seul, de France en 2018 pour radicalisation. Le frère aîné Movsar a été condamné il y a quelques mois pour ne pas avoir dénoncé un projet d'attentat islamiste dont il avait eu connaissance et pour apologie du terrorisme, en raison de ses publications sur les réseaux sociaux relayant la propagande de Daesh. Il est depuis incarcéré. À sa majorité, Mohamed Mogouchkov avait lui aussi fait une demande d'asile. Celle-ci lui a été refusée en 2021. Il ne pouvait toutefois pas être expulsé. Arrivé avant ses 13 ans sur le territoire français, il bénéficiait d'une protection absolue, terme juridique visant à déposséder le citoyen français du droit d'être en sécurité sur son propre territoire.

C'est à cette affaire et à ce soutien à la famille Mogouchkov que l'Oriflamme faisait en effet référence et notamment à un communiqué de presse, datant de 2014, où le PCF apportait son **soutien à la famille Mogouchkov, alors** menacée d'expulsion alors qu'elle vivait en Ille-et-Vilaine. Le PCF n'était à l'époque pas le seul à soutenir cette famille, puisqu'on retrouvait les traditionnelles associations immigrationnistes, CIMADE, RESF35, et toute une ribambelle d'associations qui bénéficient très souvent de fonds publics, c'est à dire de votre argent. Ce soutien et celui des associations de soutien aux personnes sans-papiers **aurait évité l'expulsion de la famille** vers la Russie.

Dénonçons les gauchistes qui promeuvent l'invasion migratoire et qui se retrouvent avec du sang sur les mains sans jamais l'assumer. pic.twitter.com/4VpbIjCRQV

– L'Oriflamme Rennes (@oriflamme_rzh) [October 15, 2023](#)

Mais manifestement, pour la justice française, la priorité, c'est de traquer ceux qui dénoncent l'immigration et ses conséquences. Il est vrai que l'Oriflamme est actuellement dans le collimateur des autorités et des magistrats en Ille et Vilaine. Outre cette action, dont chacun jugera de la

violence, son responsable a récemment été condamné à de la prison ferme...[pour avoir dénoncer via une distribution de tracts et une prise de parole publique...la lecture faite à des enfants par des Drag Queens.](#)

Quand Thomas Clavel écrivait dans [Un traître mot](#) que bientôt, les prisons françaises seraient plus remplies de dissidents de la pensée, de la parole et de l'écrit, que de délinquants réels, il était peut être (et malheureusement) visionnaire.

Crédit photo : DR

[cc] [Breizh-info.com](#), 2023, dépêches libres de copie et de diffusion sous réserve de mention et de lien vers la source d'origine

<https://www.breizh-info.com/2023/10/16/225644/traitres-a-la-france-communistes-assassins-a-rennes-loriflamme-revendique-la-renovation-de-facade-du-local-du-parti-communiste-francais/>